



Ingérence occidentale au Venezuela : L'errance des pays rentiers vulnérables

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 14 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#),
[Services de renseignements](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#), [LE MAGHREB](#)

Quand les riches se font la guerre , ce sont les pauvres qui meurent » Jean Paul Sartre (Le diable et le bon Dieu)

Plus que jamais nous assistons à un nouveau partage du monde voulu par les Etats-Unis et ses vassaux européens. Le maître mot est s'emparer des ressources minières notamment pétrolières des pays faibles. Le Venezuela en est un exemple à l'échelle de l'Amérique du Sud... pourquoi cet acharnement sur un pays qui sans être un modèle comme tout les autres pays occidentaux est visé à plus d'un titre , d'abord par son histoire récente. Il faut savoir en effet que le président Chavez avait pu maintenir un certain taux de croissance qui a permit le développement du Venezuela et ceci grâce notamment à sa politique pétrolière.

Les guerres commencent toujours par des médias-mensonges, tromper, manipuler, conditionner les opinions publiques à accepter que des gens qui ne se connaissent pas puissent s'entre tuer aux profit de gens qui se connaissent mais ne s'entretuent pas? Le même scénario d'il y a 9 ans qui avait été appliqué contre la Syrie, s'applique au Vénézuéla: Révolution populaire contre le régime- *la communauté internationale* reconnaît le leader de l'opposition- Les USA et l'opposition demandent à l'armée de ne pas tirer sur la population- Les médias font croire que des militaires des généraux font défection- *Les amis du Venezuela libre* iront de pair avec la création de *l'armée vénézuélienne libre*. Tous les jours les médias parleront de défection d'un grand nombre de militaire, afin de déstabiliser l'armée...

Justement le malheur du Venezuela est triple. D'abord il est proche des Etats-Unis qui ne veulent à aucun prix à leur proximité un gouvernement récalcitrant. Il se trouve aussi que le Venezuela renferme des réserves pétrolières et gazières importantes qui sont enviées par les Etats-Unis. Pourtant la production de pétrole est si élevée, en fait, qu'en octobre 2018, les États-Unis sont maintenant indépendants sur le plan énergétique. C'est de fait un accaparement des richesses d'autrui et tous les moyens sont bons pour y arriver.

La préparation du coup d'état

Des documents internes du gouvernement des États-Unis présentent les grandes lignes d'un programme de « guerre économique » contre le Venezuela (*The Grayzone*). Un document interne du gouvernement révèle des tactiques de « guerre économique » et d'« armes

financières » que les Etats-Unis utilisent contre le Venezuela au nom de la « promotion du capitalisme ». (...) L'aveu discret confirme ce que le gouvernement de Caracas répète depuis des années : Les États-Unis mènent une guerre économique contre le Venezuela, le pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole du monde. Les sanctions paralysantes imposées par l'administration Donald Trump ont privé le Venezuela de milliards de dollars. Le professeur Steve Ellner, un éminent spécialiste de la politique vénézuélienne a expliqué dans une interview accordée à [Moderate Rebels](#) que les sanctions ont isolé économiquement Caracas : « La crainte de représailles de la part de l'administration Trump a poussé la communauté économique mondiale abandonner l'économie vénézuélienne. Cela équivaut pratiquement à un blocus du Venezuela. ». (1)

Comment opèrent les Etats-Unis ?

Pour étrangler un pays et procéder à un changement, point besoin écrit Ben Norton, d'opérer comme on le faisait avant par la démocratie aéroportée comme ce fut le cas pour Allende au Chili –peu commode à mettre en œuvre de nos jours on met en jeu les « armes financières » et la « guerre économique. » WikiLeaks a publié un extrait de ce qu'il a décrit comme le « manuel du coup d'Etat américain », le livret des Forces d'opérations spéciales de l'Armée de terre sur la guerre non conventionnelle. Dans le manuel de guerre non conventionnelle, l'Army Special Operations Forces (ARSOF) écrit que les Etats-Unis « *peuvent utiliser la puissance financière comme une arme en temps de conflit jusqu'à une guerre générale à grande échelle* ». Et il a noté que « *la manipulation de la force financière des États-Unis peut influencer les politiques et la coopération de gouvernements étrangers* » – c'est-à-dire forcer ces gouvernements à se conformer à la politique américaine. (1)

L'objectif de ces dernières sanctions américaines est clair : Steve Mnuchin, secrétaire au Trésor de Trump et ancien directeur de l'information de Goldman Sachs, a indiqué que Juan Guaidó, le leader du coup d'État soutenu par les États-Unis au Venezuela, utilisera PDVSA et les actifs pétroliers basés aux États-Unis pour financer son gouvernement parallèle non élu. L'OFAC, qui, selon l'ARSOF, « *a une longue histoire de guerre économique* », a pris soin de souligner, tout en sanctionnant la PDVSA, que cette compagnie pétrolière d'État est « *une source primaire de revenus et de devises étrangères du Venezuela* ». Le manuel de guerre non conventionnelle de l'ARSOF indique clairement que ces politiques ne sont pas seulement une campagne de pression pacifique ; elles font partie d'une stratégie explicite de « guerre non conventionnelle » visant le Venezuela » (1).

L'avis de la « Vraie Communauté Internationale » et des Nations Unies

Les médias occidentaux ne s'arrêtent pas de parler de chaos, d'isolement du gouvernement de Maduro et pourtant près de trois semaines après le déclenchement du coup d'état, le gouvernement n'est pas renversé. Mieux ce que les Occidentaux appellèrent la communauté internationale se résume à une trentaine de pays sur injonction de l'empire, et obéissance des vassaux européens à l'exception de l'Italie qui n'a pas voulu suivre le suivisme de l'Union Européenne. On trouve aussi Israël et les petits pays indexés sur les Etats-Unis ; même en Amérique du Sud il n'y a pas d'unanimité, le Mexique est la Bolivie se démarquent

Le secrétaire général des Nations-Unies, Guterres, a annoncé que l'ONU ne reconnaissait que le gouvernement Maduro. L'Italie a bloqué la reconnaissance du *Mec au hasard* par l'Union européenne alors que le Parlement européen, L'Union africaine soutient Maduro et

s'est prononcée contre la tentative de coup d'État. La Russie, la Chine, la Turquie, membre de l'OTAN, l'Iran et la Syrie ont exprimé leur soutien au gouvernement Maduro. Au total, le « *soutien international* » que la tentative de coup d'État menée par les États-Unis a obtenu jusqu'à présent est assez mince ». (1)

Le premier rapporteur des Nations Unies à se rendre dans le pays depuis deux décennies, le juriste Alfred de Zayas, a déclaré à *The Independent* que les sanctions internationales dévastatrices imposées au Venezuela sont illégales et pourraient constituer un crime contre l'humanité. (...) « *Les sanctions économiques et les blocus des temps modernes sont comparables aux sièges des villes des temps médiévaux* ». Il a ajouté : « *Les sanctions du XXI^e siècle tentent de mettre à genoux non seulement une ville, mais des pays souverains.* » Premier rapporteur de l'ONU à écrire sur le Venezuela depuis 21 ans, M. de Zayas a déclaré à *The Independent* : « *Quand je dis que l'émigration est en partie attribuable à la guerre économique menée contre le Venezuela et en partie aux sanctions, les gens n'aiment pas entendre cela. Ils veulent juste le simple récit que le socialisme a échoué et qu'il a failli devant le peuple vénézuélien.* » Et les États-Unis n'ont pas été les seuls dans cette agression. La Banque d'Angleterre a également refusé de rendre au gouvernement souverain du Venezuela ses 1,2 milliard de livres de réserves en or. (1)

Le 26 janvier lors des discussions au Conseil de sécurité sur les troubles qui secouent le Venezuela, Vassili Nebenzia, ambassadeur de Russie auprès de l'ONU, s'est demandé s'il ne fallait pas plutôt parler des Gilets jaunes. La France n'a pas du tout été appréciée. En définitive, les États-Unis n'ont pas obtenu le soutien de la communauté internationale en faveur de la reconnaissance du *Mec au hasard* en tant que président du Venezuela. Jusqu'à présent, seuls le Canada, Israël et quatorze États d'Amérique latine ont pris ce parti. Aucune organisation internationale ne soutient sa position. Le Mexique et l'Uruguay, tous deux membres du groupe de Lima - ont refusé de reconnaître Guaido et ont appelé à de nouvelles élections « (2).

Les médias occidentaux et le prétexte la famine

Il n'y a guère de doute sur la position des médias « *occidentaux* » au sujet de la tentative de coup d'État menée par les États-Unis au Venezuela. *The Economist* soutient cette stratégie de famine. Les agences de presse supposées neutres ne valent pas mieux que le magazine archi-néolibéral. Le bureau de *Reuters* en Amérique latine a également changé son image d'en-tête pour celle du *Mec au hasard*. Il est revenu en arrière après avoir été semoncé. (...) Pour l'AFP des dizaines de milliers de manifestants vont affluer dans les rues de la capitale vénézuélienne de Caracas samedi pour soutenir les appels du président de l'opposition Juan Guaido à la tenue d'élections anticipées alors que la pression internationale sur le président Maduro s'intensifie pour qu'il quitte le pouvoir (...) C'était à 7h10, heure locale de Caracas, plusieurs heures avant le rassemblement. Un tel « *rapport prédictif* » est maintenant censé être une « *nouvelle* ». Un peu plus tard, l'AFP a posté une vidéo » (3).

Philippe Arnaud écrit à propos des médias français tous unanimes à diffuser des fakes news : « J'ai regardé le 2 février (2019) au journal télévisé de 20 h de France 2 les informations sur le Venezuela. Ces informations empruntent la forme d'une présentation entièrement en faveur de Juan Guaido (...) Dorothée Olliéric, la journaliste de France 2, souligne que, derrière Nicolas Maduro, il y a la Russie, la Turquie, l'Iran, la Chine. Cette énumération est révélatrice : Elle est révélatrice en ce qu'elle met en avant des pays que les médias français s'ingénient, à longueur d'émissions, à présenter comme antipathiques,

car dictatoriaux, envahisseurs, comploteurs, amasseurs d'armes et d'arsenaux, prêts à fondre sur d'innocents voisins. Le Venezuela, est donc mis au même banc d'infamie qu'eux. Mais elle est aussi révélatrice en ce qu'elle « oublie » de mentionner les pays latino-américains qui soutiennent Nicolas Maduro, à savoir le Mexique (plus grand pays hispanisant du monde), la Bolivie, Cuba et le Nicaragua. Le titre du *Point* est révélateur d'une certaine outrecuidance : il y est dit que Nicolas Maduro « défie » l'Occident, comme on dit d'un bandit retranché qu'il défie la police, comme si l'Occident (c'est-à-dire les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Portugal, auquel s'est agrégée l'Autriche – soit, en gros, à part l'Autriche, le cœur de l'OTAN) représentait dans le monde l'autorité morale et juridique suprême, en lieu et place de l'ONU. Quelle est l'autorité morale de cet « Occident » ? En quoi cet Occident a-t-il reçu un quelconque mandat de l'ONU pour faire la leçon à Nicolas Maduro ? Où sont les résolutions de l'Assemblée générale ou même du Conseil de sécurité allant en ce sens ? Lorsque Israël passe outre à un vote de l'ONU condamnant sa colonisation de la Cisjordanie, vote d'un très grand nombre de pays, représentant une part encore plus importante de la population mondiale, je n'ai guère vu *Le Point* » (4)

Comme lu sur le site *Moon of Alabama* :

« Les grands médias américains découvrent soudain le Venezuela. Sans aucune connaissance réelle du pays, toutes les saloperies que leurs journalistes peuvent imaginer sont lancées contre le gouvernement légitime de ce pays. Ne vous attendez pas à ce qu'ils se basent sur des faits pour écrire leurs articles. La plus grande partie n'est que propagande pour justifier une guerre. Non. Les médias au Venezuela [ne sont PAS contrôlés](#) par le gouvernement. [Il existe](#) de nombreux journaux et chaînes de télévision privés. (...) L'ambassadeur britannique à l'ONU a répété hier que Maduro avait remporté l'élection présidentielle en " remplissant les urnes ". Le Venezuela n'a pas d'urnes. Il utilise [un système électronique](#) mis au point par une société britannique, un système [très apprécié](#) : En septembre 2012, l'ancien président américain Jimmy Carter déclarait que "le processus électoral au Venezuela est le meilleur au monde". Une autre affirmation fréquemment entendue est que la mauvaise gestion économique est à l'origine des problèmes du Venezuela. Mais c'est la chute des prix du pétrole et, plus important encore, [les sanctions américaines](#) qui ont entraîné des milliards de pertes de revenus pour le gouvernement et causé les difficultés économiques. Les sanctions [ne fonctionnent pas](#) contre les gouvernements comme on le prétend souvent, mais appauvrissent la population ». (5)

Qui est Juan Guaidó ?

Juan Guaidó étudiant engagé a participé à de nombreuses manifestations anti-Chavez. Aux côtés de Leopoldo Lopez, sorte de mentor de toute une génération, Guaidó sera un des fers de lance de Redes Populares (Réseau Populaire). Suppléant en 2010, Juan Guaidó, devient député de l'État de Vargas en 2015. Les partis d'opposition misent sur l'Assemblée nationale et lancent un système de présidence tournante sur un an. Et c'est le parti de Guaidó (Volonté Populaire) qui prend alors les commandes au sein de l'Assemblée. Parfait inconnu, il devient, le 5 janvier dernier, le plus jeune président du Parlement. Pour Nicolás Maduro C'est « un gamin qui joue à la politique » [autoproclamé président par intérim](#) le 23 janvier sa feuille de route est de renverser un pouvoir légalement élu. Les États-Unis ont ainsi initié un coup d'État politique : Juan Guaidó comme soi-disant « président intérimaire ». M. Guaidó, qui était un inconnu pour 81 % des Vénézuéliens, selon un sondage effectué en janvier, a tenté d'usurper le gouvernement légitime, réélu lors des

élections présidentielles de 2018 qui ont été volontairement boycottées par l'opposition soutenue par les États-Unis

Trump, son vice-président Mike Pence, le directeur du département d'État américain Mike Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, ainsi qu'un groupe de pays d'Amérique centrale, qui sont grosso modo des colonies américaines et qui n'ont pas de politique étrangère propre, ont annoncé, en même temps, que le Venezuela avait un nouveau président (...) Ce qui ressort immédiatement, c'est la combinaison de l'incompétence et du désespoir dont font preuve toutes les personnalités publiques et non-publiques mentionnées ci-dessus. Pompeo, en exprimant sa reconnaissance à Guaidó, l'appelant « *guido* », qui est une insulte ethnique contre les Italiens, tandis que Bolton a fait mieux en l'appelant « *guiado* », ce qui pourrait être compris en espagnol par « *contrôlé à distance* ». » (1)

L'aide humanitaire prélude à l'invasion : Remake du Kosovo ?

Le secrétaire d'État américain a lancé un ultimatum au gouvernement vénézuélien du président Nicolas Maduro lui demandant d'ouvrir ses frontières à un plan orchestré par les États-Unis pour fournir de l'«aide humanitaire». *d'intervention humanitaire*. Depuis la mi-2017, Trump parle ouvertement d'une guerre pour prendre le contrôle des immenses réserves de pétrole du Venezuela (...). Les États-Unis ont également revendiqué un droit très discutable d'utiliser la force pour une « intervention humanitaire ». Par exemple, l'intervention des États-Unis et de l'OTAN en 1999 au Kosovo était une intervention humanitaire qui s'est transformée en guerre. Après une guerre économique à long terme qui cherchait à priver le Venezuela de ressources et a coûté chaque année des milliards de dollars au pays, les États-Unis prétendent aujourd'hui que celui-ci subit une crise humanitaire. Ils sont en train d'utiliser cette crise humanitaire qu'ils ont contribué à créer pour ouvrir la voie à une guerre contre ce pays, avec l'aide des mandataires des États-Unis, la Colombie et le Brésil. exigeant une intervention pour fournir cette aide humanitaire, [comme l'explique la BBC](#). Une fois le pied dans la porte, il est facile de fabriquer une excuse pour le conflit » (6).

De la Russie à la Chine, les alliés de Nicolas Maduro

D'après les médias occidentaux, si la Russie et la Chine soutiennent le président Maduro , c'est en raison uniquement du pétrole. Il est vrai que pour la Russie avoir pied sur le continent américain est stratégiquement important Il est vrai aussi que Le soutien de la Chine et de la Russie représente la meilleure protection du gouvernement vénézuélien contre la tentation d'une intervention militaire nord-américaine :

« Vladimir Poutine avait fermement mis en garde le président américain, Donald Trump, contre une telle option, assurant que la Russie réagirait à une "[flagrante violation des normes fondamentales du droit international](#)". La Chine s'est, à son tour, inquiétée à plusieurs reprises des "tentatives d'ingérence de pays étrangers dans les affaires intérieures" du Venezuela. Juan Guaido est conscient qu'il lui faut tenter de fissurer ces alliances (...) Mais il faudra probablement plus que des mots pour convaincre les dirigeants des deux pays. (...) Rosneft a ainsi acquis des participations dans au moins cinq champs pétroliers, et le droit exclusif d'exploiter deux gisements off-shore de gaz. » (7)

« En outre, PDVSA, la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne, s'est

engagé à lui céder 49 % de Citgo, sa très lucrative filiale nord-américaine, si elle n'arrivait pas à rembourser un prêt russe de près de deux milliards de dollars. En échange, la Russie a avancé plus de 17 milliards de dollars au régime chaviste depuis 2006, essentiellement à travers des prêts à PDVSA. Une grande partie a été remboursée en pétrole (...) Pékin a un intérêt économique similaire à soutenir le pouvoir en place. Depuis 2007, la Chine a prêté plus de 50 milliards de dollars au régime chaviste. Là encore, les largesses chinoises étaient motivées par les ressources pétrolières du pays sud-américain. «La Chine est le plus gros consommateur de pétrole au monde, et ses investissements au Venezuela étaient destinés à lui garantir une source d'approvisionnement sûre», souligne le [site japonais The Diplomat](#), spécialisé dans les questions de géopolitique asiatique. Un arrangement qui a bien fonctionné durant le règne d'Hugo Chavez, mais dont les limites ont commencé à se faire sentir lorsque son successeur, Nicolas Maduro, n'a pas réussi à empêcher la descente aux enfers économiques du pays » (7).

La réalité des relations Venezuela -Etats Unis

Sait on que 41 % du pétrole du Venezuela est vendu aux Etats Unis ?

« Le discours dominant des médias alternatifs écrit [Andrew Korybko](#) selon lequel Washington veut imposer un régime fantoche pro-américain au Venezuela pour contrôler tout le pétrole du pays n'a pas beaucoup de sens si l'on considère qu'elle achète déjà 41% des exportations totales d'après l'Agence de l'information énergétique sur le commerce énergétique entre les deux au 7 janvier 2019. Selon le rapport, les États-Unis sont le premier client du Venezuela, tandis que le Venezuela est le troisième plus gros fournisseur d'importations de pétrole brut des États-Unis, de sorte que Washington obtient déjà tout ce dont il a besoin de Caracas en l'état. En plus d'assurer un contrôle géopolitique total sur le bassin des Caraïbes et d'affronter idéologiquement le socialisme, les États-Unis veulent obtenir une influence prédominante sur le Venezuela afin de l'intégrer dans une structure parallèle de type OPEP pour contester l'arrangement conjoint OPEP+ russo-saoudien selon les prévisions de l'auteur fin 2016 concernant la formation du cartel North American-South American Petroleum Exporting Countries (NASAPEC). Cette entité fonctionnerait comme la composante énergétique de la « forteresse américaine » et pourrait exercer une forte pression à long terme sur le marché pétrolier international aux dépens de la Russie et de l'Arabie saoudite. Si l'on ajoute à cela les plans d'investissement conjoints des États-Unis et du Qatar dans le GNL, il est clair que les États-Unis sont en train de faire un jeu de puissance mondial pour le contrôle de l'industrie mondiale de l'énergie, ce qui pourrait avoir des conséquences très négatives pour la Russie » (8).

« Le risque potentiel poursuit [Andrew Korybko](#), est que la Russie perde beaucoup de revenus à long terme si les États-Unis parviennent à maintenir les prix du pétrole et du gaz à un bas niveau, ce qui pourrait se combiner avec les coûts accrus associés à la nouvelle course aux armements provoquée par le retrait de Washington du Traité INF pour exercer une pression immense sur Moscou afin de « compromettre » son principal rival géopolitique(...) L'héritage ultime du président Poutine repose sur sa capacité à tenir les nombreuses promesses socio-économiques qu'il a faites à ses compatriotes au cours de sa campagne de réélection l'année dernière, même si toutes reposaient sur l'hypothèse que les futurs marchés du pétrole et du GNL resteraient stables et largement sous le contrôle de la Russie, ainsi que sur le fait que les progrès des missiles hypersoniques du pays pourraient empêcher le déclenchement d'une nouvelle et coûteuse course aux armes. Les mesures énergétiques et militaires américaines susmentionnées ont brisé ces présomptions et pourraient mettre en péril les plans soigneusement élaborés par le dirigeant

russe pour améliorer les moyens d'existence de tous ses compatriotes même si, pour l'instant, le pire scénario est encore loin d'être certain, en attendant le résultat de la crise au Venezuela, ce qui explique pourquoi la Russie souhaite tant « faire office d'intermédiaire » entre son gouvernement et « son opposition ». (8)

La destruction du Venezuela cache la bulle du gaz de schiste

Pourquoi cette hâte inconvenante à faire sauter le Venezuela ? pour Dimitri Orlov, L'explication est simple :il s'agit du pétrole.

« Cela fera une grande différence pour les États-Unis sur le plan économique si les compagnies pétrolières américaines peuvent investir et produire du pétrole au Venezuela », a déclaré John Bolton dans une émission sur Fox News. Vous voyez, le pétrole vénézuélien ne peut être produit de façon rentable sans des prix élevés du pétrole – si élevés que de nombreux consommateurs dépendant du pétrole feraient faillite – mais il peut certainement être produit en quantités beaucoup plus importantes et avec d'énormes pertes financières. D'énormes pertes financières ne gêneraient certainement pas les compagnies pétrolières américaines qui ont jusqu'à présent généré une perte de 300 milliards de dollars en utilisant la fracturation hydraulique, financée par le pillage de l'épargne-retraite des américains, en imposant aux générations futures une lourde dette et d'autres plans néfastes. (...) Les États-Unis sont déjà bien au-delà de la faillite, mais leurs dirigeants sont prêts à tout pour faire durer la fête pendant encore quelques temps » (9).

« Voilà le vrai problème poursuit Dimitry Orlov La plupart des puits les plus productifs ont déjà été exploités ; les nouveaux puits s'épuisent plus rapidement et produisent moins tout en coûtant plus cher ; les prochaines vagues de fracturation, si elles se produisaient, gaspilleraient 500 milliards de dollars, puis 1 000, puis 2 000... Le rythme de forage ralentit déjà et a commencé à ralentir même lorsque les prix du pétrole étaient encore élevés. Pendant ce temps, le pic de production de pétrole conventionnel (non fracturé) a eu lieu en 2005-2006 et seuls quelques pays n'ont pas encore atteint leur pic. La Russie a annoncé qu'elle commencerait à réduire sa production dans seulement deux ans et l'Arabie saoudite n'a plus de capacité disponible ». (9)

Une pénurie de pétrole assez importante s'annonce, et elle affectera plus particulièrement les États-Unis, qui brûlent 20% du pétrole mondial (avec seulement 5% de la population mondiale). Une fois l'effondrement survenu, les États-Unis passeront de 2,5 millions de barils par jour devant être importés à au moins 10 millions de barils devant être importés, mais ce pétrole n'existera plus. Auparavant, les États-Unis étaient capables de résoudre ce problème en faisant exploser des pays et en volant leur pétrole : la destruction de l'Irak et de la Libye a permis aux compagnies pétrolières américaines de se remettre sur pied pendant un certain temps et a empêché l'effondrement du système financier Auparavant, les États-Unis avaient eu recours à diverses ruses pour légitimer leur agression contre les pays riches en pétrole et le vol subséquent de leurs ressources naturelles. Il y avait cette fiole de talc hautement toxique que Colin Powell a secouée à l'ONU pour que le Conseil de sécurité vote en faveur de la destruction de l'Irak et du vol de son pétrole. Il y a eu l'histoire inventée d'atrocités humanitaires en Libye pour obtenir les votes en faveur d'une zone d'exclusion aérienne Mais avec le Venezuela, il n'y a pas de feuille de vigne. (...) » (9)

Un autre exemple de géostratégie de la force : Le Nord Stream2

De part le monde le slogan « America first » est plus que jamais d'actualité. On remarque que les Américains sont aussi à la manoeuvre pour asphyxier l'Europe en lui interdisant d'acheter du gaz russe ; Globalement l'Europe s'exécute On sait que le Nord Stream 2 est un projet russo allemand que la France *sur instruction* menace de torpiller C'est confirmé. La France va faire faux-bond à l'Allemagne sur le Nord Stream 2 . Philippe Sébille-Lopez, analyste au cabinet Géopolia. écrit «*Nous ne voulons pas renforcer notre dépendance vis-à-vis de la Russie, nous ne voulons pas nuire aux intérêts des pays de l'UE comme la Pologne et la Slovaquie.*» Pour Philippe Sébille-Lopez, les principaux arguments avancés par Paris selon l'article du *Süddeutsche Zeitung*- à savoir de ne pas faire faux-bond à nos partenaires Européens de l'Est- seraient peu justifiés dès lors que le choix de la Pologne en faveur du GNL américain est lui aussi politique. (...)Un choix de Varsovie «*clairement dans la stratégie de Washington*», visant à réduire la dépendance au gaz russe avec du GNL américain, «*quitte à en payer le prix en termes économiques puisque le GNL américain devrait être plus cher que le gaz russe acheminé par gazoduc*» ajoute notre intervenant. « On peut comprendre que [le Président autrichien accuse les USA de traiter l'UE «comme des colonies»](#) La dépendance au gaz russe est régulièrement mise en avant, notamment par plusieurs ambassadeurs américains en Europe. Depuis plusieurs semaines, ils ont multiplié les avertissements et même les menaces à l'encontre des entreprises européennes qui continueraient à participer à la construction du gazoduc, si celui-ci n'était pas annulé » (10).

La réalité économique du Venezuela

S'il est connu que l'Occident cherche à tout prix par une diabolisation excessive un changement de pouvoir, il n'en demeure pas moins vrai que la situation économique est très délicate. Selon la Professeur [Rhoda E. Howard-Hassmann](#) le Venezuela est au bord du chaos. C'est la famine ! Nous rapportons ses propos : « Début février, le groupe de Lima, a appelé à l'acheminement urgent de l'aide humanitaire et aux gouvernements internationaux de s'abstenir de faire des affaires avec la nation « dans le pétrole, l'or et d'autres actifs ». En novembre 2018, trois millions de personnes avaient fui le Venezuela, principalement à cause de la pénurie de nourriture et de médicaments. Cela représente près de 10% des 32 millions d'habitants que compte le Venezuela. À la mi-2017, 60% de la population vivait dans une pauvreté extrême. Au début de 2018, plus de la moitié des Vénézuéliens avaient subi une perte de poids importante et 90% ont déclaré qu'ils n'avaient pas assez d'argent pour se nourrir » (11).

Pour la professeur Rhoda E. Howard-Hassmann :

« La pénurie de nourriture est une conséquence prévisible des politiques que l'ancien président du Venezuela, Hugo Chávez et Maduro, ont imposées au cours des deux dernières décennies. Chávez a été élu président du Venezuela en 1999. Il a essayé de distribuer de la nourriture aux Vénézuéliens pauvres et, de 1999 à 2007, les conditions de vie de la population se sont améliorées. Alors que les pénuries alimentaires commençaient à se faire sentir, Chávez a utilisé les revenus générés par la société pétrolière publique Petróleos de Venezuela (PDVSA) pour importer des denrées alimentaires, au lieu de laisser PDVSA conserver ses revenus pour pouvoir réinvestir dans les infrastructures Avec le déclin des infrastructures et des gestionnaires incompetents, la production de pétrole du Venezuela a chuté. Dans le même temps, le prix international du pétrole a baissé. Les recettes pétrolières ne pourraient donc pas être utilisées pour financer les importations de produits alimentaires afin de remplacer celles qui ne sont plus produites à la maison. La combinaison de la réduction de la production et de la réduction des importations a permis

aux pénuries alimentaires de commencer dès 2007. Les disponibilités alimentaires ont encore diminué au cours des dernières années. Chávez est décédé en 2013. Il a été remplacé par Nicolás Maduro, qui a poursuivi et intensifié la politique de Chávez. » (11)

« En 2017, la malnutrition a, déclenchant les troubles politiques qui secouent actuellement le pays. L'approvisionnement alimentaire est maintenant fortement contrôlé par le marché noir. Il est également contrôlé par des hommes d'affaires corrompus qui retardent la libération des aliments importés pour faire monter les prix. Ces hommes d'affaires sont souvent des militaires, qui sont aussi les copains de Maduro. (...) Parmi les nombreuses violations des droits de l'homme et crimes contre l'humanité mentionnés, il y avait «la violation du droit de jouir du plus haut niveau de santé possible et d'une nourriture suffisante». (...) Dans l'intervalle, comme l'empereur Néron tripotant Rome pendant qu'elle est incendiée, Maduro continue de tripoter l'économie du Venezuela. Il impose arbitrairement des dévaluations monétaires et des augmentations salariales ridiculement basses (11).

Et en Algérie ?

Voilà la réalité de la géopolitique de l'énergie. *Mutatis mutandis* nous vivons la même situation. Un pouvoir qui depuis vingt ans n'a pas permis la sortie de la rente, plus dépendant que jamais des convulsions erratiques d'un baril de pétrole. Un gouvernement qui achète la paix sociale par des subventions tout azimut qui fait dans le social, ne crée pas de richesse et qui arrive aux mêmes travers, la corruption, la fragilisation de la compagnie nationale. Nous donnons l'impression que nous sommes des « clandestins » « spectateurs » de notre destin qui grapillons à la marge, au jour le jour sans vision d'avenir ! Le monde avance vite dans tous les domaines (science puissance technologie et économie de la connaissance). En Algérie nous stagnons en nous installant dans les temps morts tout en priant que la rente continue à couvrir notre gabegie. C'est le sort des pays rentiers en errance, car il n'y a pas de vision du futur.

Ce qui arrive au Venezuela peut très bien nous arriver ! Nous ne sommes pas invulnérables ! On peut très bien penser à un scénario à la vénézuélienne si les prix du pétrole continuent à ce rythme. Le bas de laine pouvant descendre à moins de 30 milliards d'ici 2022. Si de plus nous ne maîtrisons pas la dépense nous aurons des inflations à deux voire trois chiffres. Nous serons alors mûrs pour l'occupation multiforme. Nous avons besoin de changer totalement de paradigme. Il nous faut des gouvernants compétents qui doivent travailler 24h/24, qui doivent sillonner le Monde.

Nous avons besoin plus que jamais d'un nouveau souffle. De nouvelles légitimités basées sur le savoir et l'amour du pays et non pas sur la mentalité de perdurer un système qui a atteint ses limites et qui nous mènera vers le chaos. Le monde actuel nous commande d'avoir un cap un système de gouvernance pour préparer l'avenir. C'est dire si les défis sont immenses ! Et si des décisions courageuses qui transcendent les logiques partisans et rentières doivent être prises ici et maintenant pour donner une chance à cette jeunesse dont l'avenir paraît être limité à la fuite tragique par la mer (les harraguas) ou la tentation de l'extrémisme violent avec comme conséquence le maquis et partant l'effritement du rêve pour cette jeunesse en panne d'espérance et qui ne demande qu'à donner la pleine mesure de son talent.

Professeur Chems Eddine Chitour

Notes

1. Ben Norton

<https://www.legrandsoir.info/des-documents-internes-du-gouvernement-des-etats-unis-presentent-les-grandes-lignes-d-un-programme-de-guerre-economique-contre.html>

2. <http://lesakerfrancophone.fr/la-tentative-americaine-de-coup-detat-au-venezuela-manque-de-soutien-international>

3 ; <http://lesakerfrancophone.fr/la-tentative-americaine-de-coup-detat-au-venezuela-manque-de-soutien-international>

4. Philippe Arnaud

[:https://www.legrandsoir.info/le-venezuela-vu-par-la-television-publique-francaise.html](https://www.legrandsoir.info/le-venezuela-vu-par-la-television-publique-francaise.html)

5: <https://www.moonofalabama.org/2019/01/these-media-claims-about-venezuela-are-lies-or-misconceptions.html#more>

6. <https://www.mondialisation.ca/venezuela-les-etats-unis-poursuivent-leur-aide-humanitaire-en-direction-de-la-guerre/5630867>

7. <https://www.france24.com/fr/20190208-russie-chine-venezuela-alliance-limite-maduro-guaido>

8. Andrew

Korybko <http://lesakerfrancophone.fr/pourquoi-les-etats-unis-voudraient-ils-du-petrole-du-venezuela>

Dmitry Orlov <http://lesakerfrancophone.fr/pourquoi-le-venezuela-doit-il-etre-detruit>

10. <https://fr.sputniknews.com/international/201902071039945277-Macron-Allemagne-gazoduc-NordStream2/>

11. <https://theconversation.com/venezuela-denial-of-food-is-a-human-rights-crime-110832>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca